Décembre 2018 — n° 35

LETTRE DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers et chères membres,

Le Bureau des jeunes chercheurs est heureux de vous faire parvenir sa dernière Lettre de l'année 2018. Vous y trouverez l'appel à contributions pour les deux demi-journées des jeunes chercheurs 2019 (page 4). Deux thèmes ont été fixées avec les organisatrices du colloques annuel, les professeures Alina Miron et Bérangère Taxil: **extraterritorialité et numérique** et **extraterritorialité et migrations**. Nous espérons que vous serez nombreux à y répondre!

Par ailleurs, deux nouvelles rubriques de jurisprudence viennent enrichir la Lettre : l'une concerne la Cour interaméricaine des droits de l'homme et l'autre la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Nous en profitons pour remercier l'ensemble des contributrices et contributeurs qui ont œuvré tous les mois pour que chaque Lettre soit la plus riche possible. Nous leur sommes extrêmement reconnaissants!

Nous ne pouvons enfin terminer ce mot sans vous présenter nos plus chaleureux vœux pour l'année 2019!

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

DANS CETTE LETTRE:

NOUVELLES EN VRAC	2
APPELS A CONTRIBUTIONS POUR LES DEMI-JOURNEES D'ETUDE 2019	3
JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL	6
Cour Internationale de Justice	6
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER	
JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT DES INVESTISSEMENTS	7
Cour de Justice de l'Union Europeenne	
Cour Europeenne des Droits de l'Homme	9
COUR INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME	9
COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES	
ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES	11
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES	11
CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES	11
Organes subsidiaires du Conseil de securite des NU pour la lutte contre le terrorisme	12
COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES	12
COMITE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS	13
PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL	14
Blogs de langue française	14
Blogs de langue anglaise	14
Blogs de langue espagnole	
DERNIERES PUBLICATIONS RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL	24

NOUVELLES EN VRAC...

La <u>Galerie des internationalistes du site de la SFDI</u> vient de s'enrichir d'une nouvelle série de portraits :

Patrick Daillier, par Muriel Ubéda-Saillard

Paul Lerebours-Pigeonnière, par Dominique Foussard

Eugène Pépin, par Jean-Marie de Poulpiquet

Christine de Pizan, par Franck Latty

Hubert Thierry, par Emmanuel Decaux

N'oubliez pas que l'appel à contributions est toujours ouvert!

- ❖ La procédure de candidature aux **Prix de thèse de la SFDI** (prix Suzanne-Bastid pour les thèses de droit international et prix Jacques-Mourgeon pour les thèses relatives aux droits de l'homme) est ouverte jusqu'au *8 janvier 2018*. <u>Voici le lien pour plus d'informations</u>.
- Les inscriptions pour la 22ème Formation intensive sur le droit des réfugiés, organisée conjointement par la Représentation du HCR en France et la Fondation René Cassin depuis plus de 20 ans, sont désormais ouvertes. La Formation intensive aura lieu du 17 au 28 juin 2019 à Strasbourg. Vous pouvez vous inscrire ici jusqu'au 17 février 2019.
- ❖ Les inscriptions pour la 50ème session d'été de la Fondation René Cassin, qui aura lieu du 1er au 26 juillet 2019 à Strasbourg et se composera de deux modules (droit international des droits de l'homme du 1er au 12 juillet 2019 et droit international pénal et droit international humanitaire du 15 au 26 juillet 2019), sont ouvertes jusqu'au 1er mars 2019. Vous retrouverez ici les informations relatives à l'inscription et aux modalités de la formation.
- Les inscriptions aux cours d'été de l'Académie de droit international de La Haye en droit international public et en droit international privé sont ouvert jusqu'au 31 janvier 2019. Voici le lien pour toutes informations nécessaires.

APPELS A CONTRIBUTIONS POUR LES DEMI-JOURNEES D'ETUDE 2019

Dans le cadre de l'organisation du colloque annuel de la SFDI 2019, qui aura pour thème :

« Droit international et extraterritorialités »

et se tiendra à l'Université d'Angers les 23-24 mai 2019

le Réseau des jeunes chercheurs de la SFDI organise cette année deux demi-journées ouvertes aux jeunes chercheurs pour venir échanger et débattre sous la présidence d'un professeur de droit international sur des thèmes en lien avec le colloque annuel.

La première de ces demi-journées sera organisée aux Universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Paris 2 Panthéon-Assas le **22 mars 2019** le matin et sera présidée par la professeure Anne-Thida NORODOM. Elle aura pour thème :

« Extraterritorialité et numérique »

La seconde de ces demi-journées se déroulera à **l'Université d'Angers** courant avril *(la date sera communiquée ultérieurement)* et sera présidée par les professeures Bérangère TAXIL et Alina MIRON. Elle aura pour thème :

« Extraterritorialité et migrations »

À l'issue de chacune de ces demi-journées, une participante ou un participant sera sélectionné par la présidente pour présenter sa contribution lors du colloque annuel de la SFDI au sein de l'atelier correspondant.

Les interventions dureront vingt minutes et seront suivies d'un débat avec l'audience.

Présentation:

Les effets extraterritoriaux des droits nationaux soulèvent des interrogations récurrentes en droit international, comme en témoigne la réactivation récente de l'opposition entre l'Europe et les États-Unis au sujet des sanctions américaines visant l'Iran et les moyens juridiques déployés par l'Union européenne pour en circonscrire les conséquences. Si la notion d'extraterritorialité apparaît désormais relativement stabilisée, articulée autour de la distinction entre extraterritorialité normative et exécution extraterritoriale, certaines incertitudes persistent cependant, notamment à propos des critères de rattachement d'une personne ou d'une situation à l'État.

L'étude de l'extraterritorialité est donc toujours d'actualité. Si certaines questions font depuis longtemps l'objet de débats, notamment en matière de sanctions économiques, on assiste depuis quelques années à l'émergence de nouvelles manifestations de l'extraterritorialité liées au développement de nouveaux champs du droit international. C'est ce renouvellement des

Décembre 2018 — n° 35

problématiques liées à l'extraterritorialité qui sera au cœur des deux demi-journées 2019. Chacune d'elle sera l'occasion de s'intéresser en particulier à l'un de ces nouveaux champs du droit international : le numérique et les migrations.

Première approche: Extraterritorialité et numérique

Les activités se déployant dans l'espace numérique, en raison de leur caractère dématérialisé, appellent à repenser l'idée que le territoire constitue le socle du pouvoir de régulation de l'État, si ce n'est même à s'en défaire de manière radicale. La pratique en la matière se développe rapidement depuis plusieurs années aux niveaux international, régional et national. Ainsi, pour ne prendre que deux exemples issus de la jurisprudence française, ont récemment été soulevées les questions de la compétence des services fiscaux français pour saisir des données stockées à l'étranger (par ex. CA Paris, ord., 31 août 2012, n° 11-13233), et de l'encadrement d'activités d'acteurs basés à l'étranger mais qui proposent des services à l'intérieur du territoire français (comme dans le cadre de la saga *LICRA c. Yahoo*).

Il ne s'agit là que d'illustrations des nombreuses questions soulevées par ce premier thème. La demi-journée sera l'occasion d'étudier certaines d'entre elles, qu'elles soient d'ordre théorique, comme les conséquences de ce développement sur la notion de territoire, ou d'ordre plus technique, comme les moyens et les limites du stockage des données à caractère personnel sur le territoire d'un État.

Deuxième approche : Extraterritorialité et migrations

Les migrations sont devenues ces dernières années un enjeu brûlant du droit international, à la fois sur le plan des droits fondamentaux, mais également, dans le contexte européen, sur celui de la mise en œuvre du droit national applicable aux demandes d'asile effectuées dans un autre État. Là encore, les problématiques soulevées sont nombreuses, comme la qualification juridique des « hotspots » du point de vue de l'extraterritorialité, ou encore la question de l'application du droit de l'État en haute-mer.

Ces problématiques invitent ainsi à un renouvellement de l'analyse de la manière dont le droit de l'État entend s'appliquer extraterritorialement. La crise migratoire semble notamment avoir entraîné un phénomène très curieux d'inversion du sens classique de l'extraterritorialité en droit international : il ne s'agit plus de chercher à soumettre au droit national des situations extérieures au territoire de l'État, mais d'appliquer le droit de l'État au-delà de ses frontières afin d'éviter une mise en œuvre sur son territoire. Ce n'est là que d'un aperçu des nombreuses questions soulevées par ce second thème qui ont vocation à être étudiées lors de la seconde demi-journée d'étude.

Décembre 2018 — n° 35

Informations pratiques:

Les propositions de contributions sont à envoyer au plus tard le <u>15 février 2019</u> à l'adresse : <u>jeunes.chercheurs@sfdi.org</u>.

D'une taille de <u>deux pages **maximum** (Times New Roman, 12, interligne simple)</u>, elles doivent obligatoirement être envoyées au <u>format word (.doc ou .docx)</u> et être accompagnées d'un C.V. (la sélection est anonymisée). Les candidats doivent indiquer (C.V. ou en tête de leur contribution) leurs qualités et fonctions, ainsi que leur Université ou institution de recherche de rattachement de l'année en cours.

Il n'est possible de soumettre qu'une seule proposition pour l'une seulement des deux demijournées. Les personnes intéressées sont invitées à préciser l'approche au sein de laquelle leur projet se situe. Les propositions en langue anglaise sont acceptées; mais les candidats sont néanmoins avertis qu'une bonne compréhension orale du français est exigée, l'essentiel des débats devant se dérouler dans cette langue.

L'appel à contributions est limité aux jeunes chercheurs, entendu comme les personnes préparant un doctorat en droit ou dans une autre discipline pertinente au regard du sujet, ainsi que les docteurs ayant soutenu depuis moins de trois ans et n'ayant pas encore obtenu un emploi de professeur ou maître de conférence.

La sélection des contributions sera effectuée par la présidente de chacune des demi-journées. Les candidats retenus seront informés par mail au plus tard le 22 février 2019.

Le texte de chaque contribution (hormis celles sélectionnées pour le colloque annuel) sera attendu pour le 31 juin 2019, en vue d'une relecture par les présidents de chaque demi-journée et d'une publication sur le site internet de la SFDI.

Le Bureau des jeunes chercheurs attire l'attention des candidats potentiels sur le fait qu'aucun financement (déplacement, restauration, hébergement) n'est normalement prévu. Il est donc indispensable que les candidats retenus recherchent un financement auprès de leurs écoles doctorales et centres de recherches spécifiques.

En espérant vous voir nombreux!

JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Cour Internationale de Justice

Peu d'actualité pour la Cour internationale de Justice en novembre : elle n'a rendu aucun arrêt ; deux ordonnances rendues le 15 novembre en matière de procédure sont cependant à noter.

La première concerne le <u>Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</u> et plus précisément les demandes reconventionnelles soumises par la Bolivie. Ayant informé la Cour au mois de novembre qu'il ne contesterait finalement pas la recevabilité de ces demandes, le Chili a alors déclaré que « que, si la Cour décidait qu'un second tour d'écritures était nécessaire, son gouvernement estimait que celles-ci devraient se limiter à l'examen des demandes reconventionnelles ». La Cour a dès lors prescrit « la présentation d'une réplique de la République du Chili et d'une duplique de l'État plurinational de Bolivie » mais en précisant que ces réplique et duplique devraient être « limitées aux demandes reconventionnelles du défendeur ».

La seconde ordonnance concerne l'affaire du Transfert de l'ambassade des États-Unis à *Jérusalem (Palestine c. États-Unis d'Amérique)*. Cette première ordonnance apporte d'intéressants éléments quant à la position des États-Unis d'Amérique dans cette affaire, et donc sur le cœur de la question à laquelle sera confrontée la Cour au-delà de l'objet du différend : le statut de la Palestine en droit international. Les États-Unis ont en effet, par lettre du 2 novembre dernier, informé la Cour que depuis 2014, ils refusent de reconnaître l'accession de la Palestine à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, dont la violation par les États-Unis est alléguée par la Palestine, ainsi qu'à son protocole de signature facultative, fondement allégué de la compétence de la Cour. Dès lors les États-Unis ne s'estiment pas « liés par une relation conventionnelle avec le demandeur au titre du protocole de signature facultative » et soutiennent pas conséquent « que la Cour n'a pas compétence pour connaître de la requête ». Ils ont de surcroît décidé de ne pas se présenter à une réunion des deux parties convoquée le 5 novembre par le président de la Cour pour établir les modalités de la procédure. La Palestine a quant à elle précisé, lors de cette réunion, sa préférence pour une phase unique de procédure, regroupant la compétence et le fond, car les deux sont très liés dans cette affaire. La Cour a cependant préféré séparer les deux phases : « dans les circonstances de l'espèce et eu égard notamment au fait que, selon les États-Unis, la Cour est manifestement dépourvue de compétence pour connaître de la requête de la Palestine, il est nécessaire de régler en premier lieu les questions de sa compétence et de la recevabilité de la requête, et qu'en conséquence il doit être statué séparément, avant toute procédure sur le fond, sur ces questions ».

Tribunal international du droit de la mer

Avecla contribution de Raphaël Maurel, doctorant à l'Université Clermont Auvergne

Aucune activité à signaler.

Jurisprudences relatives au droit des investissements

Avec la contribution de Ruxandra Gologan

Mera Investment Fund Limited v. Republic of Serbia, ICSID Case No. ARB/17/2

- <u>Decision on jurisdiction</u>, November 30, 2018 (disponible en Anglais)

Sanum Investments Limited v. Lao People's Democratic Republic, ICSID Case No. ADHOC/17/1

- <u>Procedural Order No. 7</u>, November 14, 2018 (disponible en Anglais)
- Procedural Order No. 8, November 16, 2018 (disponible en Anglais)

B-Mex, LLC and others v. United Mexican States, ICSID Case No. ARB(AF)/16/3

- Procedural Order no. 7, November 23, 2018 (disponible en Anglais)

Lao Holdings N.V. v. Lao People's Democratic Republic, ICSID Case No. ARB(AF)/16/2

- Procedural Order No. 7, November 14, 2018 (disponible en Anglais)
- Procedural Order No. 8, November 16, 2018 (disponible en Anglais)

Masdar Solar & Wind Cooperatief U.A. v. Kingdom of Spain, ICSID Case No. ARB/14/1

- Petition to enforce arbitral award, September 28, 2018 (disponible en Anglais)

Marfin Investment Group Holdings S.A., Alexandros Bakatselos and others v. Republic of Cyprus, ICSID Case No. ARB/13/27

- Award, July 26, 2018 (rédigé) (disponible en Anglais)

Vincent J. Ryan, Schooner Capital LLC, and Atlantic Investment Partners LLC v. Republic of Poland, ICSID Case No. ARB (AF)/11/3

- Poland's petition to recognize and enforce arbitration award, November 14, 2018 (disponible en Anglais)

OI European Group B.V. v. Bolivarian Republic of Venezuela, ICSID Case No. ARB/11/25

- Decision on Application for annulment, December 6, 2018 (disponible en Anglais)

Bernhard von Pezold and others v. Republic of Zimbabwe, ICSID Case No. ARB/10/15

- Decision on annulment, November 21, 2018 (disponible en Anglais)

Suez, Sociedad General de Aguas de Barcelona S.A. and Interagua Servicios Integrales de Agua S.A. v. Argentine Republic, ICSID Case No. ARB/03/17

- Decision on Annulment, December 14, 2018 (disponible en Anglais et Espagnol)

Autres décisions pertinentes

Foresight Luxembourg Solar 1 S. Á.R1., et al. v. Kingdom of Spain, SCC Case No. 2015/150

- <u>Final Award and Partial Dissenting Opinion of Arbitrator Raül Vinuesa</u>, November 14, 2018 (disponible en Anglais)

Cour de Justice de l'Union Européenne

Tribunal, 5° chambre, Front populaire pour la libération de la Saguia el-Hamra et du Rio de oro (Front Polisario) c/ Conseil de l'Union européenne, ordonnance du 30 novembre 2018, aff. n° T-275/18

Cette ordonnance du Tribunal est dans la ligne des importants arrêts de la Cour de Justice du 21 décembre 2016 en l'affaire Conseil/Front Polisario (C-104/16 P) et du 27 février 2018, Western Sahara Campaign UK (C-266/16). Le Front polisario a engagé cette nouvelle instance afin de faire annuler la décision (UE) 2018/146 du Conseil, du 22 janvier 2018, qui approuve, au nom de l'Union, l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (JO 2018, L 26, p. 4). Le Tribunal reproduit alors le raisonnement de la Cour en 2016 : la référence au territoire du Maroc doit être interprété comme ne comprenant pas le Sahara occidental, dès lors l'accord entre l'UE et la Maroc n'est pas contraire au droit international : « il serait contraire aux règles de droit international [...], que l'Union doit respecter et qui s'appliquent mutatis mutandis en l'occurrence, d'interpréter le champ d'application de l'accord relatif aux services aériens comme incluant le territoire du Sahara occidental au titre de région relevant de la souveraineté du Royaume du Maroc. En conséquence, l'Union ne saurait valablement partager une intention du Royaume du Maroc d'inclure, à un tel titre, le territoire en question dans le champ d'application dudit accord (voir, en ce sens, arrêt du 27 février 2018, Western Sahara Campaign UK, C-266/16, EU:C:2018:118, point 71) » (§ 33). Le recours est donc déclaré irrecevable : « Il ressort des considérations qui précèdent que l'accord relatif aux services aériens doit être interprété, conformément aux règles de droit international qui lient l'Union et qui sont applicables dans les relations entre celle-ci et le Royaume du Maroc, en ce sens que, ne relèvent pas du champ d'application territorial de cet accord le Sahara occidental ni les eaux adjacentes à celuici. [...] Dès lors, il doit être considéré que le requérant ne peut pas être regardé comme ayant qualité pour agir, au sens de l'article 263, quatrième alinéa, TFUE [...], si bien que le recours doit être rejeté comme irrecevable sans qu'il soit besoin d'examiner les autres fins de non-recevoir soulevées par le Conseil » (§§ 41-42).

<u>CJUE, grande chambre, Commission c/ Conseil de l'Union européenne, arrêt du 20 novembre 2018, aff.</u> <u>jointes C-626/15 et C-659/16</u>

Dans cette affaire, la Cour est amenée à se pencher sur l'articulation de l'exercice par l'Union de sa compétence extérieure avec les droits et obligations de ses États membres dans un domaine de compétence partagée, sur la base du principe affirmé dans la jurisprudence *Kadi* que l'Union doit respecter le droit international (§127).

De manière intéressante, la Cour commence par énoncer que « l'ensemble des traités et des conventions internationaux applicables à l'Antarctique forme un système organisé et cohérent, coiffé par le traité le plus ancien et le plus général d'entre eux, à savoir le traité sur l'Antarctique, ce que traduisent les dispositions de l'article V de la convention de Canberra. Il en découle que même les parties à cette convention qui ne sont pas parties au traité sur l'Antarctique reconnaissent les obligations et les responsabilités particulières des parties consultatives à ce dernier traité et, en conséquence, appliquent les différentes mesures recommandées par celles-ci. Ainsi, il appartient, au premier chef, aux parties consultatives du traité sur l'Antarctique de faire évoluer ledit ensemble conventionnel relatif à l'Antarctique et d'en assurer la cohérence » (§131).

On comprend alors que l'exercice de la compétence de l'Union dans le cadre de la convention de Canberra se trouve en réalité être conditionné par les positions adoptées par ses États membres dans le cadre du traité sur l'Antarctique. De fait, la Cour conclut son raisonnement en relevant que « permettre à l'Union de recourir, au sein de la commission CAMLR, à la faculté dont elle dispose d'agir sans le concours de ses États membres dans un domaine de compétence partagée, alors même que, contrairement à elle, certains d'entre eux ont le statut de parties consultatives au traité sur l'Antarctique, risquerait, eu égard à la place particulière de la convention de Canberra au sein du système conventionnel sur l'Antarctique, de compromettre les responsabilités et les prérogatives de ces parties consultatives, ce qui pourrait affaiblir la cohérence dudit système conventionnel et, en définitive, irait à l'encontre des dispositions de l'article V, paragraphes 1 et 2, de la convention de Canberra » (§133).

Cour Européenne des Droits de l'Homme

Avec la contribution de Olga Bodnarchuk, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille

Aucune activité relative au droit international à signaler.

Cour interaméricaine des droits de l'Homme

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

Lors de sa 128e session tenue du 19 au 30 novembre derniers à San José (Costa Rica), la Cour interaméricaine des droits de l'homme a rendu sept arrêts sur le fond et trois arrêts en interprétation.

Les sept arrêts sur le fond concernaient des requêtes introduites contre la Colombie, le Mexique et le Chili : Villamizar Durán et al. c. Colombie ; Isaza Uribe et al. c. Colombie ; Omeara Carrascal et al. c. Colombie ; Selvas Gómez et al. c. Mexique ; Alvarado Espinoza et al c. Mexique ; Trueba Arciniega et al. c. Mexique ; et Órdenes Guerra et al. c. Chili.

Ces arrêts n'étant pas encore disponibles sur le site de la Cour interaméricaine, ils figureront dans la prochaine Lettre du Bureau des jeunes chercheurs.

Les trois arrêts en interprétation concernaient de précédents arrêts rendus contre la Colombie et le Pérou :

- <u>Carvajal Carvajal et al. c. Colombie</u>, Interprétation de l'arrêt sur le fond, les réparations et les dépens, 21 novembre 2018, Série C n°365 (uniquement en espagnol) ;
- *Lagos del Campo c. Pérou*, Interprétation de l'arrêt sur les exceptions préliminaires, le fond, les réparations et les dépens, 21 novembre 2018, Série C n°366 (uniquement en espagnol) ;
- <u>Vereda La Esperanza c. Colombie</u>, Interprétation de l'arrêt sur les exceptions préliminaires, le fond, les réparations et les dépens, 21 novembre 2018, Série C n°367 (uniquement en espagnol).

Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

Un événement d'importance concernant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples : le 23 novembre dernier, la Gambie est devenue <u>le neuvième Etat à formuler une déclaration</u> <u>d'acceptation</u> de la compétence de la Cour pour connaître des requêtes introduites par des individus et des organisations non gouvernementales, conformément à l'article 34 § 6 du Protocole d'Ouagadougou ayant institué la Cour. La Gambie rejoint ainsi le Bénin, le Burkina Faso, la Côte

Décembre 2018 — n° 35

d'Ivoire, le Ghana, le Malawi, le Mali et la Tanzanie, parmi les Etats ayant déjà formulé une telle déclaration d'acceptation.

Les décisions rendues lors de la 51e session, qui s'est tenue à Tunis du 12 novembre au 7 décembre derniers, ont concerné pour trois d'entre elles des affaires portées contre la République unie de Tanzanie et une affaire portée contre la République du Rwanda. Une ordonnance de mesures conservatoires a également été rendue dans le cadre d'une affaire portée contre la République du Bénin.

Néanmoins, les seules décisions actuellement disponibles sur le site de la Cour ADHP sont l'arrêt concernant les réparations dans l'affaire *Ingabire Victoire Umuhoza c. République du Rwanda*, rendu le 7 décembre 2018 (requête n°003/2014) et l'ordonnance portant mesures conservatoires dans l'affaire *Sébastien Germain Ajavon c. République du Bénin* (requête n°013/2017) rendue à la même date. Les décisions concernant la Tanzanie figureront dans la prochaine Lettre du Bureau des jeunes chercheurs.

<u>Ingabire Victoire Umuhoza c. République du Rwanda</u>, 7 décembre 2018 (requête n°003/2014) – (Retrait de la déclaration d'acceptation du Rwanda – Droit à un procès équitable – Liberté d'opinion et d'expression – Réparation d'un préjudice matériel – Réparation d'un préjudice moral)

A noter : le Rwanda avait formulé une déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour sur le fondement de l'article 34 § 6 du Protocole le 22 juin 2013, mais a retiré cette déclaration le 1^{er} mars 2016. Dans son <u>arrêt du 3 juin 2016</u>, la Cour africaine a néanmoins considéré que la requête ayant été introduite le 3 octobre 2014, soit pendant la période de temps pendant laquelle le Rwanda acceptait la compétence de la Cour pour des affaires de ce type, la Cour demeurait compétente en dépit du retrait rwandais.

<u>Sébastien Germain Ajavon c. République du Bénin</u>, ordonnance portant mesures conservatoires, 7 décembre 2018 (requête n°013/2017) – (Mesures conservatoires – Droit à un procès équitable – *Non bis in idem* – Sursis à exécution d'une décision d'une juridiction nationale).

Décembre 2018 — n° 35

ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Assemblée générale des Nations Unies

Avec la contribution de Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université Rennes I

A/RES/73/23: Le Golan syrien A/RES/73/22: Jérusalem

A/RES/73/21: Division des droits des Palestiniens du Secrétariat

A/RES/73/20: Programme d'information spécial sur la question de Palestine du Département de

l'information du Secrétariat

A/RES/73/19: Règlement pacifique de la question de Palestine

A/RES/73/18: Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

<u>A/RES/73/17</u>: Incidence de l'évolution rapide de la technique sur la réalisation des objectifs et cibles de développement durable

<u>A/RES/73/16</u>: Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté d'États indépendants

A/RES/73/15: Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe

<u>A/RES/73/14</u>: Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la démocratie et le développement économique – GUAM

<u>A/RES/73/13</u>: Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire

<u>A/RES/73/12</u>: Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

<u>A/RES/73/11</u>: Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)

A/RES/73/10 : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Initiative de l'Europe centrale

A/RES/73/9: Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

<u>A/RES/73/8</u> : Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique

Conseil de sécurité des Nations Unies

Avec la contribution de Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université Rennes I

S/RES/2446(2018): La situation en République centrafricaine

S/RES/2445(2018): Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

S/RES/2444(2018): La situation en Somalie

S/RES/2443(2018): La situation en Bosnie-Herzégovine

<u>S/RES/2442(2018)</u>: La situation en Somalie <u>S/RES/2441(2018)</u>: La situation en Libye

Décembre 2018 — n° 35

Organes subsidiaires du Conseil de sécurité des NU pour la lutte contre le terrorisme

Avec la contribution d'Éloïse Petit-Prévost-Waygand, doctorante à l'Université d'Angers

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés

19 novembre 2018, Le Comité des sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Oaida ajoute une entrée sur la liste de sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida

Comité de lutte contre le terrorisme (1373)

Aucune activité notable à signaler

Comité 1540 (armes de destruction massive)

Aucune activité notable à signaler

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Avec la contribution d'Anaïs Auger, doctorante à l'Université d'Angers

Observations finales adoptées lors de sa soixante et onzième session sur les rapports des États Parties suivants:

Observations finales sur le sixième rapport périodique du Samoa, 12 novembre 2018, CEDAW/C/WSM/CO/6

(disponible en anglais)

Observations finales sur le septième rapport périodique du Congo, 12 novembre 2018, CEDAW/C/COG/CO/7

Observations finales sur le sixième rapport périodique du Népal, 12 novembre 2018, CEDAW/C/NPL/CO/6

(disponible en anglais)

Observations finales sur le huitième rapport périodique de Maurice, 12 novembre 2018, CEDAW/C/MUS/CO/8

(disponible en anglais)

Observations finales sur les huitième et neuvième rapports périodiques combinés de la République démocratique populaire lao, 12 novembre 2018, CEDAW/C/LAO/CO/8-9 (disponible en anglais)

Observations finales sur le sixième rapport périodique de l'ancienne République vougoslave de Macédoine, 12 novembre 2018, CEDAW/C/MKD/CO/6 (disponible en anglais)



Décembre 2018 — n° 35

Observations finales sur le sixième rapport périodique des Bahamas, 12 novembre 2018, CEDAW/C/BHS/CO/6 (disponible en anglais)

Observations finales sur le sixième rapport périodique du Tadjikistan, 14 novembre 2018, CEDAW/C/TIK/CO/6

Observations finales sur le cinquième rapport périodique du Liechtenstein, 3 décembre 2018, CEDAW/C/LIE/CO/5

Comité des travailleurs migrants

Avec la contribution d'Émilie Hétreau, doctorante à l'Université d'Angers

26 octobre 2018 : <u>Communiqué « Protect the human rights of Central American migrants, UN expert committees urge States »</u> (en anglais uniquement)

1^{er} novembre 2018 : <u>Second rapport périodique du Guatemala conformément à l'article 73 de la Convention (en espagnol) (CMW/C/GTM/2)</u>

14 novembre 2018: Rapport initial et troisième rapport périodique combinés du Cap Vert conformément à l'article 73 de la Convention, attendu en 2016 (en anglais) (CMW/C/CPV/1-3)

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

MULTIPOL

<u>Jean-Marie COLLIN, « Les bombes de 1914 sont toujours dans les plaines françaises... », 11 novembre 2018</u>

<u>Catherine MAIA, « Modification du Règlement de la CPI dans le cadre de l'activation de la compétence de la Cour pour le jugement du crime d'agression », 19 novembre 2018</u>

Site du Centre de droit international de l'ULB

<u>Vaios Koutroulis, « American Sniper (Clint Eastwood, 2014): une apologie de la guerre en Irak ? », 19</u> novembre 2018

Blogs de langue anglaise

Avec la contribution de Vinc D. Okila, doctorant à l'Université Paris XIII Villetaneuse

ASIL Insights - American Society of International Law

Haydee Dijkstal, « <u>Victim Rights and the ICC Pre-Trial Chamber's Decision on the Jurisdiction of the Court over the Crime of Deportation Against the Rohingya People</u> », 26 novembre 2018.

Frank J. Garcia et Kirrin Hough, « <u>Third Party Funding in International Investor-State Arbitration</u> », 1er novembre 2018.

Asser International Sports Law blog Our International Sports Law Diary

Antoine Duval, « Season 2 of football leaks: A review of the first episodes », 11 novembre 2018.

Berkeley Journal of International Law Blog

Elizabeth Lee, « <u>Refugee Protections for Victims of Domestic Violence</u> », 25 novembre 2018. Amrit Singh, « <u>Investment Court System: A Draconian Proposal</u> », 18 novembre 2018.



Décembre 2018 — n° 35

Hannepes Taychayev, « <u>Has Foreign Investment Protection Standard of National Treatment developed into a norm of Customary International Law?</u> », 17 novembre 2018.

Kerensa Gimre, « <u>Incorporating International Environmental Law into Human Rights Law</u> », 17 novembre 2018.

Karin Bashir, « Yemen, International Accountability and Jamal Khashoggi », 10 novembre 2018.

Alix Vadot, « Business and Human Rights: The Role of International Law », 3 novembre 2018.

EJIL: Talk! - Blog of the European Journal of International Law

Lawrence Hill-Cawthorne, « <u>Appealing the High Court's Judgment in the Public Law Challenge against UK Arms Export Licenses to Saudi Arabia</u> », 29 novembre 2018.

Lena Riemer, « <u>How Trump's Migration Policy Erodes National and International Standards of Protection for Migrants and Asylum Seekers</u> », 28 novembre 2018.

Daniel Møgster, « <u>Towards Universality</u>: <u>Activities Impacting the Enjoyment of the Right to Life and the Extraterritorial Application of the ICCPR</u> », 27 novembre 2018.

Joseph Weiler, « <u>A Second Brexit Referendum – What Makes You Think They Will Have You Back?</u> », 26 novembre 2018.

Robert Steenkamp, « <u>UNCLOS, CITES and the IWC – A Tailored International Duty to Cooperate?</u> », 26 novembre 2018.

Lorna McGregor, « <u>Activating the Third Pillar of the UNGPs on Access to an Effective Remedy</u> », 23 novembre 2018.

Jure Vidmar, « <u>Palestine v United States: Why the ICJ does not need to decide whether Palestine is a state</u> », 22 novembre 2018.

Anne Peters, « The Global Compact for Migration: to sign or not to sign? », 21 novembre 2018.

Andreas Buser, « <u>Justiciability of Security Exceptions in the US Steel (and other) Disputes: Some Middle-Ground Options and the Requirements of Article XXI lit. b (i)-(iii) », 20 novembre 2018.</u>

Jack Wright Nelson, « <u>Lost in Space? Gaps in the International Space Object Registration Regime</u> », 19 novembre 2018.

Johannes Fahner, « <u>Climate Change before the Courts: Urgenda Ruling Redraws the Boundary between Law and Politics</u> », 16 novembre 2018.

Vidan Hadzi-Vidanovic, « A War Crimes Trial That Needs More Attention », 15 novembre 2018.

Michael A Becker, « The Situation of the Rohingya: Is there a role for the International Court of Justice? », 14 novembre 2018.

Sfdi

Lettre du Réseau des jeunes chercheurs

Décembre 2018 — n° 35

Miriam Ingeson et Alexandra Lily Kather, « <u>The Road Less Traveled: How Corporate Directors Could be Held Individually Liable in Sweden for Corporate Atrocity Crimes Abroad</u> », 13 novembre 2018.

Dapo Akande et Talita de Souza Dias, « <u>Does the ICC Statute Remove Immunities of State Officials in National Proceedings? Some Observations from the Drafting History of Article 27(2) of the Rome Statute</u> », 12 novembre 2018.

Marko Milanovic, « Dulce et Decorum Est », 11 novembre 2018.

Anthea Roberts, « <u>UNCITRAL and ISDS Reforms: Moving to Reform Options ... the Politics</u> », 8 novembre 2018.

Frédéric Gilles Sourgens, « Failing the Hague Stress Test », 6 novembre 2018.

Marie Davoise, « <u>Can't Fight the Moonlight? Actually, You Can: ICJ Judges to Stop Acting as Arbitrators in Investor-State Disputes</u> », 5 novembre 2018.

Callum Musto, « New Restrictions on Arbitral Appointments for Sitting ICI Judges », 5 novembre 2018.

Fin-Jasper Langmack, « <u>Reforming Land Restitution – A Concerted Effort to Derail Colombia's Transitional Justice System?</u> », 2 novembre 2018.

Nicholas E. Ortiz, « <u>Understanding the State Party Referral of the Situation in Venezuela</u> », 1er novembre 2018.

EU Immigration and Asylum Law and Policy Droit et Politique de l'Immigration et de l'Asile de l'UE

Marie De Somer, « <u>Precedents and Judicial Politics – Why studying the CJEU requires a long-term perspective</u> », 21 novembre 2018.

EU Law Analysis Expert insight into EU law developments

Steve Peers, « <u>How to protect the rights of UK citizens in the EU27 after Brexit? Analysis of the Shindler judgment</u> », 26 novembre 2018.

Steve Peers, « <u>The Brexit Withdrawal Agreement: Overview and First Observations</u> », 22 novembre 2018.

Alan S. Reid, « <u>Scotching Brexit? Background to the Wightman case about reversing the Article 50 notification unilaterally</u> », 16 novembre 2018.

Alexander Hoogenboom, « <u>CJEU case law on EU citizenship: normatively consistent? Unlikely! - A response to Davies' 'Has the Court changed, or have the cases?'</u> », 13 novembre 2018.



Décembre 2018 — n° 35

Mark Klaassen, « <u>The effectiveness of the right to family reunion of refugees: An analysis of the K. & B. ruling of the CJEU</u> », 12 novembre 2018.

Filippo Fontanelli, « <u>You can teach a new court Mangold tricks – the horizontal effect of the Charter right to paid annual leave</u> », 11 novembre 2018.

Marco Antonio Simonelli, « <u>Harassment of Human Rights Defenders: Measuring Democracy, Bad Faith and Hidden Agendas - What Role for the European Court of Human Rights?</u> », 9 novembre 2018.

Stathis Poularakis, « <u>The Case of the Administrative Arrangement on Asylum-Seekers between Greece and Germany: A tale of "paraDublin activity"?</u> », 8 novembre 2018.

EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law

Sarah Progin-Theuerkauf, « <u>Case C-713/17 Ayubi: A refugee is a refugee is a refugee (even with temporary right of residence)</u> », 27 novembre 2018.

Pieter Jan Kuijper, « <u>Case C-244/17 – Commission v Council: the centre of gravity test revisited in the context of Article 218 (9) TFEU</u> », 26 novembre 2018.

Vincent Delhomme et Lucie Larripa, « <u>C-416/17 Commission v France : failure of a Member State to fulfil its obligations under Article 267(3) TFEU</u> », 22 novembre 2018.

Eleni Frantziou, « <u>Joined cases C-569/16 and C-570/16 Bauer et al: (Most of) the Charter of Fundamental Rights is Horizontally Applicable</u> », 19 novembre 2018.

Marco Antonio Simonelli, « <u>Quod Licet Iovi non Licet Bovi. The Appointment Process to the Court of Justice and the Reform of Judiciary in Poland</u> », 7 novembre 2018.

Tom Eijsbouts, « http://europeanlawblog.eu/2018/11/06/draft-release-2-bvr-1685-14-2-bvr-2631-14-banking-union-respects-and-supports-the-sovereignty-of-the-federal-republic/ », 6 novembre 2018.

IntLawGrrls

Ebru Demir, « <u>Violent Extremism and Terrorism in the Scope of Women, Peace and Security: an Uncomfortable Relationship</u> », 30 novembre 2018.

Kathryn Mcneilly, « What Feminism Can Teach Us About Alterity and Law on Mars », 29 novembre 2018.

Marie Davoise, « <u>On borrowed time: Five years after the Rana Plaza disaster, the Bangladesh Accord faces court-ordered closure</u> », 28 novembre 2018.



Décembre 2018 — n° 35

Marian Yankson-Mensah, « <u>70 Years Later: The International Military Tribunal for the Far East</u> », 28 novembre 2018.

Lauren Mcintosh, « <u>ILAC launches report of Guatemalan justice sector and calls to extend CICIG's</u> mandate », 26 novembre 2018.

Stephanie Farrior, « <u>Brazilian NGO addressing environment and human rights receives inaugural Human Rights & Business Award</u> », 26 novembre 2018.

Leila Nadya Sadat, « <u>Human Rights and the U.S. Gun Violence Crisis: A New Approach</u> », 20 novembre 2018.

Rosemary Grey, « Gendering the Khmer Rouge period: last Friday's judgment », 19 novembre 2018.

Marie Davoise, « Ethics and the Law: Journalists and International Criminal Tribunals (part 1) et (part 2) », 15 novembre 2018.

Milena Sterio, « <u>International Law on Statehood and Recognition: Israeli-Palestinian Conflict and the South Caucasus</u> », 12 novembre 2018.

Ronald Slye, « Feminism and the Kenyan TJRC (Part 1) et (Part 2) », 1er novembre 2018.

JURIST

Michael A. Carrier, « Challenging Deceptive Drug Pricing », 30 novembre 2018.

Margaret Drew, « <u>Massachusetts, A Leader in Transgender Human Rights Protections</u> », 26 novembre 2018.

Louis Rene Beres, « <u>Trump's Defense of Saudi Arabia After Khashoggi Murder Violates Law and Justice</u> », 26 novembre 2018.

Muhammad Sufyan Zia, « <u>Is Unilateral Revocation of the Indus Water Treaty Permissible Under International Law?</u> », 22 novembre 2018.

Steven Shiffrin et Shanna Cleveland, « Exxon Embraces Activism, at Least in the Courts », 20 novembre 2018.

Louis Rene Beres, « <u>A Triumphant Incoherence: President Trump's Convulsive War on Government and Law</u> », 18 novembre 2018.

Mason Dunn, « <u>Historic Win for Massachusetts Transgender Protections Law Creates Pathway for Similar Fights Elsewhere</u> », 14 novembre 2018.

SpearIt, « The DOJ is finally investigating Catholic Church Sex Crimes, and it Could Catalyze Other Lawsuits », 13 novembre 2018.

Danielle Weatherby, « <u>History Repeating Itself: The First Amendment in the Era of "Fake News"</u> », 13 novembre 2018.



Décembre 2018 — n° 35

Mohamed 'Arafa, « <u>The Egyptian Criminal Justice System's Readiness to Prosecute Core Crimes: Goest Thou?</u> », 7 novembre 2018.

Louis Rene Beres, « <u>Undermining National and International Law: The Expected Costs of Nuclear</u> Treaty Termination », 5 novembre 2018.

David M. Crane, « Migrant Invasion! », 5 novembre 2018.

John Medeiros, « Birthright Citizenship and the U.S. Constitution », 5 novembre 2018.

Amira Hasenbush, « The Impacts of the Shifting Definition of Sex Under the Law », 4 novembre 2018.

Kluwer Arbitration Blog

Lixin Chen et Aaron Yoong, « <u>Does Investor-State Arbitration Have a Future? Keynote Speech by Sir Christopher Greenwood</u> », 30 novembre 2018.

Subhiksh Vasudev, « <u>Has India Truly Delivered on Its Obligations Under Articles I and V of the New York Convention Over the Last 60 Years?</u> », 29 novembre 2018.

Vanessa Naish, « <u>Cybersecurity in Arbitral Proceedings: How to Kick-Start the Conversation about Protecting your Clients' Data</u> », 26 novembre 2018.

Ridhi Kabra, « <u>Multiparty Investment Arbitration and Derivative Claims: Initial Thoughts on the NAFTA Case of B-Mex and Others v Mexico</u> », 20 novembre 2018.

Nobumichi Teramura, « <u>Ex Aequo et Bono: An Overlooked and Undervalued Opportunity for International Commercial Arbitration</u> », 18 novembre 2018.

Josep Gálvez, « <u>Investment Arbitrations Against Spain in a Post-Achmea Scenario: A New Hope for Mediation?</u> », 16 novembre 2018.

Andrew Foo et Promit Chatterjee, « <u>'The Grandfathers I Never Had': Should We Choose Arbitral Rules</u> with Grandfathering Provisions? », 15 novembre 2018.

Gustavo Moser, « Choice of Law, Brexit and the 'Ice Cream Flavour' Dilemma », 14 novembre 2018.

Nicholas Poon, « <u>The Tension Between Principle and Policy: Calibrating the Right of Non-Participating Respondents to Challenge Awards</u> », 13 novembre 2018.

Margaret Moses, « Public Policy: National, International and Transnational », 12 novembre 2018.

Yarik Kryvoi, « <u>ICSID Arbitration Reform: Mapping Concerns of Users and How to Address Them</u> », 11 novembre 2018.

Yashasvi Tripathi, « Should Political Risk Insurance Payment Be Deducted From Investment Treaty Award Compensation? », 10 novembre 2018.

Mykhaylo Soldatenko, « <u>Ongoing Territorial Challenges in Crimea Cases: Putting Everest v. Russia in Context</u> », 5 novembre 2018.

Décembre 2018 — n° 35

Library blog - Peace Palace Library

Jaap Hoeksma, « Brexit and the Solution of the EU Conundrum », 29 novembre 2018.

E. Cameron, « <u>Universal Declaration of Human Rights 70 years: 1948 – 2018</u> », 22 novembre 2018.

General, « SDG16: Peace, Justice and Strong Institutions → the Peace Palace! », 15 novembre 2018.

R. Ridderhof, « Football Leaks and Financial Fair Play », 8 novembre 2018.

MJIL Blog - Blog of Michigan journal of international law

Matthew Thornburg, « <u>Are the Non-appropriation Principle and the Current Regulatory Regime Governing Geostationary Orbit Equitable for All of Earth's States?</u> », vol. 40, novembre 2018.

Melissa Danzo, « Can Non-State Actors Save the Paris Climate Agreement? », vol. 40, novembre 2018.

Pablo Garrido Estevez, « <u>Circumventing the WTO: Impermissibility of Tariffs imposed by the U.S. and China under WTO Law</u> », vol. 40, novembre 2018.

Connor Rubin, « <u>Argentina's Debt Crisis and the need for an International Investment Court</u> », vol. 40, novembre 2018.

Alexia Jansen, « <u>Nobel Peace Prize of 2018: Spotlight on Sexual Violence as a Weapon of War</u> », vol. 40, novembre 2018.

Christa-Gaye L. Kerr, « <u>The United Nations and Reparations for the Trans-Atlantic Slave Trade and Colonialism</u> », vol. 40, novembre 2018.

Shane Callaghan, « <u>Tax Evasion Through Multiple Residences Under the Common Reporting Standard:</u> <u>A Call for Enhanced Due Diligence</u> », vol. 40, novembre 2018.

Mary Rogers, « <u>No More Revenge: Criminalizing Non-Consensual Pornography Through the Convention on Cybercrime</u> », vol. 40, novembre 2018.

Chris Opila, « <u>And Then There Were None: How Libyan Coast Guard's Harassment of NGO Search & Rescue Vessels Violates UNCLOS</u> », vol. 40, novembre 2018.

Tyler J. Owen, « Et Tu, Facebook? », vol. 40, novembre 2018.

Camille Valdes Reyes, « Great Britain's Cake Off: ECtHR Edition », vol. 40, novembre 2018.

Vivian Daniele Rocha Gabriel, « <u>The Role of the European Union in the Dissolution of the Appellate Body Crisis</u> », vol. 40, novembre 2018.

Jason Raymond, « After Jesner v. Arab Bank: Looking Beyond the Alien Tort Statute to Hold Foreign



Décembre 2018 — n° 35

<u>Corporations Accountable</u> », vol. 40, novembre 2018.

Annemarie Smith-Morris, « <u>The Problem of Legal Inequality between States: A Case Study of the Marshall Islands</u> », vol. 40, novembre 2018.

Mostafa Al Khonaizi, « <u>Fines under EU GDPR in non-EU jurisdictions: Enforceable or Mere Reputation Risk?</u> », vol. 40, novembre 2018.

Madison Kavanaugh, « <u>UNDRIP Drop: How Canada and the United States are Failing to Meet their International Obligations to Tribes</u> », vol. 40, novembre 2018.

Troy Epstein, « Iraq's Obligations to Fight Corruption », vol. 40, novembre 2018.

Michael Goodyear, « <u>Selling Out Sovereignty: Lessons from the Greek Debt Crisis</u> », vol. 40, novembre 2018.

Colleen Devine, « <u>The Forgotten Genocide</u>: <u>Jurisdiction in Rukoro v. Federal Republic of Germany</u> », vol. 40, novembre 2018.

Alex Theuer, « <u>Environmental Risk Accountability in International Project Finance</u> », vol. 40, novembre 2018.

Joshua Raftis, « South African Land Expropriation: Is Compensation Required, and to Whom? », vol. 40, novembre 2018.

Mine Orer, « <u>Murder at the Consulate: The Khashoggi Saga and Its International Law Implications</u> », vol. 40, novembre 2018.

Alison Korman, « What a Case Against Rodrigo Duterte Could Mean for the Future of the ICC », vol. 40, novembre 2018.

Opinio Juris

Kevin Jon Heller, « Some Thoughts on Black Earth Rising (No Spoilers!) », 28 novembre 2018.

Priya Pillai, « <u>Human rights impact assessment in Myanmar: Facebook's anodyne report</u> », 28 novembre 2018.

Alonso Gurmendi, « <u>The Law of War (on Drugs): Shooting Down Drug Smugglers in Latin America</u> », 27 novembre 2018.

Kevin Jon Heller, « The UAE's Appalling Conviction of Matthew Hedges », 22 novembre 2018.

Mona Ali Khalil, « Overcoming the Veto to Save Lives », 22 novembre 2018.

Alonso Gurmendi, « <u>Perception and Punishment in Post-Conflict Contexts: The Example of Peru</u> », 21 novembre 2018.



Décembre 2018 — n° 35

Alina Balta, « Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia, Regulation of Marriage, and Reparations: Judgment in Case 002/02 Under Review », 21 novembre 2018.

Chimène Keitner, « <u>Symposium: Domestic and International Challenges to the Rule of Law</u> », 19 novembre 2018.

Michael Byers, « Symposium: The Steadfastness of International Law », 19 novembre 2018.

Patryk I. Labuda, « <u>At Long Last: The International Criminal Court Strikes in the Central African Republic</u> », 19 novembre 2018.

Ajita Banerjie, « <u>How Section 377 stood as a Panopticon viewing LGBT individuals as criminals</u> », 14 novembre 2018.

Kristen E. Boon, « <u>Mini-Symposium on Jutta Brunnée's CCIL Keynote Speech</u> », 13 novembre 2018. Sur le même thème, lire également Jutta Brunnée (<u>ici</u>), (<u>ici</u>) et (<u>ici</u>), respectivement le 13, 15 et 19 novembre 2018 ; et Christian Marxsen (<u>ici</u>), le 14 novembre 2018.

Dimitrios Kourtis, « <u>Pacta Tertiis, Waiver of Rights and Legal Ideology: Comments on Greek Reparations and the 1990 Two-Plus-Four Treaty</u> », 12 novembre 2018.

Beatrice Lindstrom, « <u>United States Supreme Court Considers whether IO Immunity Is Frozen in Time</u> », 9 novembre 2018.

Eugénie Mérieau, « <u>The Indian Supreme Court against the British Misogynistic and Homophobic Colonial Legacy: A Model to Follow for Other Commonwealth Courts?</u> », 9 novembre 2018.

Vivek Divan, « Personal Reflections: Section 377, Family & Emancipation », 8 novembre 2018.

Alonso Gurmendi, « <u>Leticia & Pancho: The alleged historic precedents for unwilling or unable in Latin America, explored (Part I, Leticia)</u> et <u>(Part II, Pancho Villa)</u> », 7 et 8 novembre 2018.

Vivek Divan, « Personal Reflections: Section 377, Family & Emancipation », 7 novembre 2018.

Kunal Ambasta, « <u>The Indian Constitution, Privacy, and Protection of Same-Sex Sexual Conduct</u> », 7 novembre 2018

Siddharth Narrain, « <u>From Naz to Navtej: Constitutionalism and the Decriminalization of Homosexuality in India</u> », 6 novembre 2018.

Siddharth Narrain, « <u>From Naz to Navtej: Constitutionalism and the Decriminalization of Homosexuality in India</u> », 6 novembre 2018.

RefLAW - a project of the University of Michigan Law School

Chris Opila, « <u>Asylum Meters & Bans: Trump's New Border Regime Violates the United States' Duties under International Refugee Law</u> », 24 novembre 2018.

Décembre 2018 — n° 35

Jamila Odeh, « <u>Towards a Less Arbitrary Unequal</u>: <u>Designating Last Habitual Residence in Stateless Asylum Claims in the U.S.</u> », 12 novembre 2018.

Strasbourg Observers

Cathérine Van de Graaf, « <u>Mutu and Pechstein v. Switzerland: Strasbourg's Assessment of the Right to a Fair Hearing in Sports Arbitration</u> », 30 novembre 2018.

Sophia Sideridou, « <u>Kaboglu and Oran v. Turkey: protecting the private life of scholars, yet failing to recognize the academic freedom dimension at issue</u> », 26 novembre 2018.

Julie Ringelheim, « <u>Lachiri v. Belgium: Headscarf ban imposed on a civil party in a courtroom in violation of religious freedom</u> », 23 novembre 2018.

Evelyn Merckx, « Fröhlich V. Germany: (Ab)Using The Child's Best Interests To Safeguard Those Of Others », 20 novembre 2018.

Joanne Fish, « <u>Academic freedom dimension overlooked in the case of Tuskia and Others v. Georgia</u> », 15 novembre 2018.

Simona Florescu, « <u>Justice from the Perspective of an Applicant: meeting Ms Neulinger</u> », 12 novembre 2018.

Stijn Smet, « E.S. v. Austria: Freedom of Expression versus Religious Feelings, the Sequel », 7 novembre 2018.

Marjan Claes, « Basra v. Belgium: a structural problem struck from the list », 5 novembre 2018.

Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen

Elisabeth Baier, « <u>A power struggle or something more? The current disqualification saga at the United Nations International Residual Mechanism for Criminal Tribunals</u> », 28 novembre 2018.

Erik Tuchtfeld et Lars Borchardt, « Why International Investment Law is not violated by the GDPR », 5 novembre 2018.

Blogs de langue espagnole

Avec la contribution de Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université Rennes I

CLARA SANDOVAL Y LUKE MOFFETT., « <u>Donde estan los desaparecidos ?</u> », 16 novembre 2018 ÁLVARO PAÚL DÍAZ, « <u>Nuevo caso contra Bolivia</u> », 3 novembre 2018

DERNIERES PUBLICATIONS RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Avec la contribution de Raphaël Maurel, doctorant à l'Université Clermont Auvergne

Cette section est réalisée avec l'aide et la contribution des éditeurs qui acceptent de nous transmettre chaque mois les liens vers les sommaires de leurs publications récentes relatives au droit international public et privé.

Si vous êtes éditeur ou travaillez chez/avec un éditeur ne figurant pas dans cette liste, n'hésitez pas à nous contacter!

Éditions Pedone

GRÉCIANO Philippe, MATHIEU Martial (dir.), *Juger les crimes contre l'humanité. Les leçons de l'histoire*, Paris, Pedone, 2018, 294 p.

FERNANDEZ Julian, DE FROUVILLE Olivier (dir.), <u>Les mutations de la justice pénale internationale ?</u>, Paris, Pedone, 2018, 192 p.

HOCHMANN Thomas, REINHARDT Jörn (dir.), *L'effet horizontal des droits fondamentaux*, Paris, Pedone, 2018, 218 p.

HAMROUNI Maïa-Oumeïma, <u>Les responsabilités communes mais différenciées. Contribution à l'étude de la structuration d'un principe général du droit international de l'environnement</u>, Paris, Pedone, 2018, 372 p.